

L'incident de la violence qui s'est passé la semaine dernière dans le LEA n'est pas un cas isolé. Le camp crée systématiquement des violences et des situations dans lesquelles les droits fondamentaux des résidents sont ignorés et où la police et la sécurité peuvent agir comme ils veulent. Nous sommes solidaires de la personne concernée et condamnons l'utilisation de chiens policiers dans le cadre du LEA!

## Contexte

Il est évident que le LEA n'offre pas de protection à ses résidents. Le fait que les résidents de LEA doivent régulièrement subir des contrôles de chambres accompagnés par la police est déjà fatal. Le fait qu'ils courent désormais aussi le risque d'être attaqués par des chiens policiers est une nouvelle qualité. D'habitude, les rapports de ces événements ne sont pas thématiques au public. Les visites sont interdites, les résidents ne savent généralement pas comment et où se plaindre, et le règlement intérieur interdit l'expression d'opinions politiques ainsi que la photographie des bâtiments. Une telle conception du camp empêche activement le contrôle de la société civile et favorise systématiquement la violence.

Quelle est la réponse à de telles confrontations comme vendredi dernier? Des mesures de plus en plus restrictives sont introduites. Mais il faut que la structure de base du camp lui-même soit remise en question. Ce ne sont pas les résidents qui sont violents en soi, mais le camp qui encourage la violence et rend les agressions possibles. Les contrôles, la présence permanente de gardes de sécurité et l'interdiction de travailler créent une tension permanente dans laquelle de petites choses suffisent à déclencher des conflits.

Les camps comme celui-ci n'offrent jamais un abri. Ceux qui sont censés garantir la protection deviennent eux-mêmes une menace.

Il faut terminer la création de camps complètement isolés, gérés par des entreprises privées, sans aucun contrôle de l'État ou de la société civile. Nous demandons la fin de l'escalade de la violence. Nous exigeons des droits de visite illimités dans le LEA et un bureau indépendant de plaintes et d'enquêtes sur les violences policières. Nous exigeons la fermeture immédiate du LEA ! Nous sommes solidaires des personnes touchées.